

CHSCT du 4 novembre 2013

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

La situation dans les services est inacceptable du fait des insuffisances d'emplois et des réorganisations de services.

Les suppressions d'emplois continuent et nous allons certainement encore en payer le prix cette année : 1988 suppressions d'emplois supplémentaires sont annoncées pour la DGFIP en 2014. Quels seront donc ces prochaines semaines les services impactés par ces nouvelles suppressions ? Quels sont donc ces services qui méritent d'être sacrifiés sur l'autel de la rigueur budgétaire ? Quels sont donc ces services qui vont de fait voir leurs conditions de travail se dégrader davantage ?

Un nouveau Directeur arrivera prochainement en Vendée et là encore, cette annonce n'est pas faite pour nous rassurer.

Espérons que celui-ci n'aura pas la mauvaise idée de vouloir rapidement marquer de son empreinte notre département en réorganisant brutalement les services ?

Les personnels n'ont déjà plus beaucoup de repères depuis quelques années : services en réorganisation permanente du fait des suppressions d'emplois, règles de gestion définitives qui traînent à voir le jour, volumes de promotion en baisse constante, traitement en baisse du fait du gel du point d'indice, âge du départ en retraite qui recule désespérément, etc...

Et la démarche stratégique ne nous rassure pas non plus au travers du tableau des premières actions à engager publié sur Ulysse. En effet, il est prévu de mettre en œuvre notamment un baromètre social portant sur les conditions de vie au travail, la relation managériale, les parcours professionnels et la reconnaissance : tout un programme Mr Le Président !

Concernant FO DGFIP, nous avons nos réponses concernant ces grands sujets :

Pour améliorer les conditions de vie au travail : stopper immédiatement les suppressions d'emplois et faire un audit des emplois manquants pour exercer toutes nos missions dans de bonnes conditions.

Pour améliorer la relation managériale : stopper davantage la culture d'objectifs et remettre un peu d'humanité au cœur des relations humaines avec les agents.

Pour améliorer les parcours professionnels et la reconnaissance des agents de tout grade, il suffirait :

* de revoir à la hausse les plans de qualification avec davantage de promotions internes (listes d'aptitude et tableaux d'avancement),

* de stopper les tentatives d'individualisation des primes car un nouveau dispositif est prévu pour remplacer la PFR « prime de fonction et de résultat », il s'agit de l' IFSE « indemnité de fonction, de sujétion et de l'expertise » qui accentuera la pression individuelle,

* et d' annuler le gel du point d'indice.

Une autre action à engager nous préoccupe également, celle consistant à mettre en œuvre une démarche pragmatique pour conduire l'adaptation du réseau en réalisant dans chaque département un diagnostic sur les forces et les faiblesses du réseau, les attentes des agents et les besoins des usagers et des collectivités locales... Une nouvelle vague de spécialisations de services et de fermetures de trésoreries serait-elle à l'étude Mr Le Président ? Car ce n'est certainement pas en éloignant physiquement les usagers et les collectivités locales des services qu'on en améliorera le service rendu ! C'est un mensonge que d'affirmer le contraire, notamment en mettant en avant les

nouvelles technologies, qui certes répondent à de nouveaux besoins, mais qui ne remplaceront jamais le rapport direct de proximité entre nos services et tous les usagers.

De plus, il semble que vous devez rendre pour le 31/03/2014 au plus tard un schéma d'adaptation triennal du réseau des trésoreries qui devrait prendre en compte la notion de « taille critique » que se serait fixée la direction générale, à savoir les trésoreries de moins de 5 agents trésorier inclus, considérées comme non viables... Qu'en est-il exactement à ce jour en Vendée car ce schéma, s'il existe, aura des conséquences non négligeables sur les conditions de vie au travail des agents concernés !

La qualité de nos missions de service public et les conditions de travail des agents se dégradent avec le temps, quoique que puissent en dire les indicateurs. Non, Mr Le Président, les indicateurs quels qu'ils soient (DUERP, tableaux de bord de veille sociale et bientôt baromètre social) ne sont pas au vert, ils sont au rouge.

La santé des agents se dégrade, tout comme leur moral. Nous vous disions ici même l'an dernier que le mal-être et la souffrance exprimés par les agents ont un lien direct avec le travail et il faut appréhender ces questions dans leur dimension collective et non plus seulement individuelle. Or, rien ne change Mr Le Président, malgré ces constats, vous continuez d'avancer aveuglément alors que la situation actuelle des services exige des moyens de prévention et d'action.

Cette situation exige également que vous preniez vos responsabilités en tirant la sonnette d'alarme en dénonçant avec nous les effets néfastes engendrés par cette politique de restructuration continue des services pour tenter d'absorber les nombreuses suppressions d'emplois. Nous le savons tous, ces suppressions d'emplois sont la cause principale de la dégradation des conditions de travail or vous avez une obligation de résultat pour protéger la santé de vos collaborateurs.

Que faites-vous donc à votre niveau pour que cette situation change ? Car le constat est alarmant Mr Le Président. L'année dernière, 26 fonctionnaires du Ministère de l'Economie et des Finances ont mis fin à leurs jours : l'un d'eux sur son lieu de travail, 13 autres tentatives de suicide se sont déroulées dans les locaux de l'administration en 2012. Les médecins de prévention dans leur rapport annuel tirent désormais la sonnette d'alarme sur une forme de malaise dans notre administration. Ils constatent que de nombreux agents expriment un grand mal-être, voire une souffrance au travail. Près de 3000 agents ont signalé aux médecins ressentir de la souffrance au travail l'année dernière et notre département n'est pas épargné. Une hausse de 13% par rapport à 2011 et même de 40% depuis 2009 ! Du guichetier au responsable, toutes les catégories de fonctionnaires semblent frappées.

Il est plus que temps, Mr Le Président, d'agir sur les causes plutôt que sur les conséquences. Il est urgent de stopper les suppressions d'emplois.

Nous vous interpellons également sur la situation immobilière de plusieurs sites : Fontenay Le Comte, Les Sables d'Olonne et Luçon. Faute d'argent dans les caisses, ces restructurations vont se faire à moindre coût et c'est donc les agents qui risquent une fois de plus d'en payer le prix en voyant leurs conditions de travail se dégrader...

Qu'en est-il donc à ce jour de ces réinstallations ? Ces réinstallations pour certaines d'entre elles vont être lourdes de conséquences sur la santé des agents. Nous vous rappelons notre refus de travaux sur sites occupés en raison des nuisances subies par les agents.

Les représentants FORCE OUVRIERE abordent donc ce CHSCT avec toujours la même volonté de défendre l'intérêt de l'ensemble des agents qui exercent leurs missions dans un contexte toujours plus difficile.

F.O.-DGFIP exige l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, des réorganisations et restructurations de services, l'arrêt de la démarche stratégique et le maintien de toutes les missions.